

AGIR



Justice climatique, maintenant !
Campagne œcuménique

Aide humanitaire
Le Liban en crise

Afghanistan
Visas humanitaires au
compte-goutte


EPER
Pain pour
le prochain.

- 3 À LA UNE
Le Liban en crise
- 4 EN TRANSITION
Se transformer pour changer
le monde
- 5 BONNES NOUVELLES
- 6 PROJET SOUS LA LOUPE
Afghanistan : visas humanitaires
au compte-goutte

10 DOSSIER

Justice climatique, maintenant!

Les pays industrialisés sont les principaux responsables du réchauffement climatique. Pourtant, ce sont surtout les populations des pays pauvres du Sud qui en subissent les conséquences négatives. C'est pourquoi l'EPER s'engage pour davantage de justice climatique.

-
- 21 EN BREF
- 22 PARRAINAGE
Nourriture et logement

Chères lectrices, chers lecteurs,

Je me réjouis de pouvoir vous présenter aujourd'hui le premier numéro de la nouvelle version de notre magazine. Avec la fusion de l'EPER et de *Pain pour le prochain*, ce dernier a complètement changé de look. Ses contenus vous réservent aussi quelques nouveautés qui ne manqueront pas de vous intéresser. Je profite de l'occasion pour souhaiter la bienvenue aux fidèles adeptes de *Perspectives* – l'ancien magazine de *Pain pour le prochain* – et les accueillir chaleureusement dans le cercle de nos lectrices et de nos lecteurs.

La fusion de l'EPER et de *Pain pour le prochain* va de pair avec un élargissement de l'éventail des thèmes, que nous voulons aussi faire apparaître dans notre magazine. En plus des reportages habituels richement illustrés sur nos projets en Suisse et à l'étranger, nous voulons désormais aborder davantage les questions de politique de développement et de politique sociale. Nous ouvrons le bal, dans cette édition, avec la campagne œcuménique, que nous continuerons de mener avec l'œuvre d'entraide catholique Action de Carême comme le faisait *Pain pour le prochain* jusqu'ici. Cette année, le thème de la campagne est la justice climatique. Atteindre cet objectif peut paraître une tâche colossale, nous devons néanmoins nous y attaquer de toute urgence. À ce propos, je reprendrais une question que se pose la moitié de l'humanité : « Comment puis-je agir à mon échelle ? » Voici ma réponse : je peux, vous pouvez, nous pouvons toutes et tous faire partie de la solution par notre comportement individuel, en adoptant la devise « Penser global, agir local ». Les populations des pays du Sud – celles qui souffrent le plus des changements climatiques – comptent sur nous !

Je vous souhaite une agréable lecture et vous remercie de votre précieux soutien.



Peter Merz, directeur

Impressum

Le magazine de l'Entraide protestante suisse paraît 4 fois par année *Tirage édition française* 20 000
Rédaction Daniel Tillmanns Rédaction photos Julie Lovens Traductions EPER Correction Nathalie Hellen
Mise en page Agence Crafft, Zurich Impression
Imprimerie Stämpfli, Berne Papier Nautilus
superwhite FSC Abonnement CHF 10.-/an déduit une fois par an de votre don Adresse Chemin de Bérée 4A,
case postale 536, 1001 Lausanne +41 21 613 40 70
info@eper.ch Compte pour les dons EPER Entraide
protestante suisse CP 10-1390-5



Liban, la pauvreté à portée de main

Quelques jours après l'explosion dévastatrice du port de Beyrouth en août 2020, l'EPER envoyait une équipe afin de mettre sur pied un projet permettant d'apporter une aide d'urgence à la population démunie. Un an et demi plus tard, le projet est toujours d'actualité et des milliers de personnes vulnérables continuent de bénéficier de transferts monétaires afin de subvenir aux dépenses courantes (logement, alimentation, santé, etc.). La situation au Liban se dégrade de jour en jour. Résultat direct d'une crise économique majeure où la dévaluation de la livre libanaise est quotidienne, le pays fait face à une augmentation brutale de la pauvreté. Lors d'une visite de suivi effectuée en octobre, l'EPER a constaté des changements radicaux

tant dans le fonctionnement routinier du pays que dans l'état d'esprit des gens. Beyrouth est plongée dans le noir faute d'électricité, les klaxons des embouteillages coutumiers ont laissé place à des rues désertiques et silencieuses en raison de la pénurie d'essence. La pauvreté est à tous les coins de rue, la faim se fait ressentir, et l'espoir d'un avenir meilleur semble quasi inexistant.

L'EPER veut et se doit de continuer à soutenir des projets via ses partenaires locaux afin de venir en aide à la population libanaise.

Texte Gatiennie Jobit

Photo Walid Rshid



Les Libanais et les Libanaises ont besoin de notre soutien de toute urgence. Faites un don pour que nous puissions continuer à fournir de l'aide humanitaire sur place ! Merci beaucoup pour votre solidarité.

CP 10-1390-5 mention « Aide d'urgence au Proche-Orient Beyrouth »

Le Laboratoire de transition intérieure

Se transformer pour changer le monde : il n'y aura pas de transition sociale et écologique profonde sans une transformation des cœurs et des consciences.



Dorothée Thévenaz Gygax, Natacha Forte, Michel Maxime Egger, Alexia Rossé et Hélène Bourban forment l'équipe du laboratoire

Engagé depuis de nombreuses années dans le plaidoyer politique et le soutien de projets dans les pays du Sud, *Pain pour le prochain* porte depuis 2016 une initiative novatrice : le Laboratoire de transition intérieure, créé par le sociologue et écothéologien Michel Maxime Egger. Il s'agit de contribuer au changement de paradigme pour passer d'une société qui détruit le Vivant à une société qui le respecte. En complément des engagements de l'EPER, cela implique une révision profonde de nos valeurs, une métamorphose de nos modes d'être et de vie, une transformation de notre regard sur les autres – humains et non humains.

Le Laboratoire a, en ce sens, pour vocation de tisser des liens entre transformation de soi et transformation du monde. Cela, à travers la posture de la personne méditante-militante : une respiration constante entre les dimensions intérieures et extérieures, individuelles et collectives, spirituelles et citoyennes indispensables à la transition écologique et sociale. Les activités qu'il propose en co-création avec d'autres acteurs de la transition, de la culture et de l'Eglise – conférences, ateliers et formations – visent à développer les ressources intérieures de chacun-e pour prendre part au changement de cap.

Se reconnecter à la nature et à tous les êtres qui l'habitent, recréer des relations harmonieuses entre les humains et accueillir ses émotions face à l'état de la planète colorent ces rencontres pour se relier à la dimension sacrée, à son désir d'engagement et participer à l'avènement d'un monde nouveau. Fort de son rayonnement, le Laboratoire de transition intérieure, ancré en Suisse romande, a notamment inspiré la création du ZukunftsWerkstadtWandel. Dans le même temps, la méthode des Conversations carbone se développait en Suisse alémanique. Avec la fusion, le Laboratoire de transition intérieure poursuit son chemin, porté à présent par l'EPER et, depuis plus d'une année, par Action de Carême.

EN LIGNE JUSQU'AU 01.06.2022

Cycle de conférences

« Spiritualité et engagement :
les voies de la personne méditante-
militante »

Avec des intervenant-e-s témoignant
de leur propre engagement intérieur
et extérieur, inspirés par de grandes
figures telles que Gandhi, Simone
Weil, Václav Havel, etc.

Plus d'informations :
↳ transition-interieure.ch

Bonnes nouvelles

AGRICULTURE DURABLE

Une belle réussite brésilienne

Nous félicitons la coopérative « Coop-Cerrado », fondée par l'organisation partenaire de l'EPER Centro de Desenvolvimento Agroecológico do Cerrado (CEDAC), pour son prix. Elle est en effet la lauréate 2021 du Prix Équateur du Programme des Nations Unies pour le développement. L'initiative, qui ne regroupait au départ que 83 familles issues de deux communautés, est aujourd'hui une grande coopérative employant 4600 familles. Ces dernières pratiquent une agriculture biologique, écologique et durable sur plus de 124 000 hectares dans la région du Cerrado. L'EPER aide les organisations de base et les petits paysans à obtenir des titres fonciers, à exploiter leurs terres, à garantir leur sécurité alimentaire et à accroître leurs revenus par le biais du commerce solidaire.



AIDE HUMANITAIRE

Soutien à plus de 1000 familles

L'année dernière, les ouragans Eta et Iota ont causé d'énormes dégâts en Amérique centrale. Dans ce contexte, l'EPER a apporté une aide d'urgence au Honduras. Un an après, cette aide est aujourd'hui terminée. Grâce au soutien financier de la Chaîne du Bonheur et de la Direction du développement et de la coopération, des denrées alimentaires ont été distribuées, dans un premier temps, à un millier de familles. Quarante-cinq maisons ont été réparées ou reconstruites et plus de 1000 familles ont pu relancer leurs cultures sur leurs champs ravagés ou acheter des animaux de ferme tels des poules ou des cochons. L'argent a également permis la réparation des systèmes d'approvisionnement en eau de 13 communautés.



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Une formation professionnelle pour les jeunes Arméniens

La Suisse va lancer un projet de développement à long terme afin d'appuyer l'Arménie dans la modernisation de son système de formation professionnelle et de son agriculture. La Direction du développement et de la coopération a approuvé un programme d'aide pour l'Arménie financé à hauteur de plus de CHF 7 millions. Les zones concernées par le programme sont les régions méridionales de Syunik et de Vayots Dzor ainsi que plusieurs régions septentrionales. Les formations initiales et continues seront proposées, entre autres, par l'EPER, par son organisation partenaire sur place, Strategic Development Agency, ainsi que par la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires de Berne.

ASILE ET MIGRATION

Un Iranien autorisé à rester

Le Service d'aide juridique aux exilé-e-s de l'EPER a obtenu gain de cause lors d'un recours au Tribunal administratif fédéral (TAF) pour un Iranien qui avait dû fuir son pays en raison de sa conversion au christianisme. Le Secrétariat d'État aux migrations avait rejeté sa demande d'asile et ordonné son expulsion, au motif que seule sa famille était au courant de sa conversion. Le TAF a estimé que même si la conversion n'est connue qu'au sein de la famille, il faut tenir compte du fait que ses membres peuvent informer les services de sécurité iraniens et maltraiter la personne convertie. Il a donc obtenu l'asile.

Visas humanitaires au compte-goutte

ASILE ET MIGRATION À Lausanne, des Afghan·e·s désespérés de venir en aide à leurs proches menacés par les talibans sont épaulés pour obtenir un visa humanitaire. Rencontre avec Zahar.

C'est dans les locaux d'accueil du Point d'Appui, à la rue St-Martin à Lausanne que le SAJE – le Service d'aide juridique aux exilé·e·s de l'EPER (voir encadré) – a temporairement ouvert une permanence. Celle-ci est destinée uniquement aux ressortissant·e·s d'Afghanistan vivant en Suisse dont les proches, restés au pays, subissent les violences du régime des talibans depuis leur prise du pouvoir en août 2021.

Cinq ou six tables font office de salle d'attente et, à l'arrière-plan, deux collaborateurs du Point d'Appui reçoivent à leur bureau les migrants et les migrantes venus chercher de l'aide. Les gens conversent à voix basse et une bonne odeur de café précède l'arrivée d'un bénévole qui propose une boisson chaude et quelques biscuits aux nouveaux arrivants.

Zahar* est au bénéfice d'un permis F depuis 2015. Avec son mari et leurs deux enfants, ils sont installés près d'Yverdon et comptent essentiellement sur l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) pour subvenir à leurs besoins. Malgré cette grande précarité et l'incertitude liée au permis provisoire qui est le sien, Zahar a débuté, il y a trois mois, des démarches auprès du SAJE pour venir en aide à sa sœur et son mari sous la menace du régime de Kaboul.

Avec l'aide de Sediqa, traductrice, Maria, bénévole du SAJE, épaula Zahar. Ensemble elles mettent tout en œuvre pour constituer un dossier qui retrace les événements vécus en Afghanistan et qui

renseigne sur le degré de dangerosité pour la sœur de Zahar et son mari. Ce dossier sera ensuite transmis au Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) qui est l'autorité compétente pour l'octroi ou non d'un visa humanitaire. C'est le seul espoir pour Zahar d'offrir à sa sœur et son mari une alternative à la menace quotidienne du régime afghan.

Raconter et justifier les moindres détails

Zahar sort une pochette remplie de documents en persan qui prouve le passé militaire de son beau-frère Arshad*. On y trouve notamment un certificat de reconnaissance pour son engagement lors de conflits armés face aux groupes jihadistes. Quelques temps avant l'arrivée des talibans au pouvoir, Arshad et sa femme ont quitté le pays et se sont rendus clandestinement en Iran, où ils se trouvent toujours. Pour que le dossier soit présentable, Maria doit retranscrire davantage de faits sur le départ du couple, le voyage, le logement en Iran, leurs revenus. Car il ne s'agit pas d'un voyage mais d'une fuite, la peur au ventre, sans bagage, sans au revoir et sans papiers. Etre intercepté avec ses documents d'identité laisse penser que l'on est en fuite et peut conduire à la torture ou à l'exécution. Maria demande également à Zahar de raconter son enfance, sa relation avec sa sœur, les parcours professionnels de sa sœur et d'Arshad et de détailler les menaces qui pèsent sur ce dernier et les événements qui font que sa vie est aujourd'hui en

Ensemble, Zahar, Sediqa et Maria reconstituent le parcours militaire d'Arshad et sa fuite en Iran avec son épouse, la sœur de Zahar.

pour les Afghane-s

danger. « Mon beau-frère a témoigné contre un commandant qui s'apprêtait à livrer son bataillon aux talibans. Le commandant a eu écho de ce témoignage et a juré de tuer Arshad. Celui-ci a alors pris l'identité d'un proche pour continuer de servir son pays dans un autre régiment jusqu'au jour où il est démasqué. Il quitte définitivement l'armée car sa tête est mise à prix et sa photo circule », raconte Zahar. Là encore, Maria demande des précisions sur les dates, les lieux, les personnes. « Ce parcours de vie n'est malheureusement pas un cas isolé »,

commente Chloé Ofodu, responsable du SAJE depuis 11 ans. Fuir le régime des talibans n'est pas la seule finalité. Ces familles se retrouvent souvent seules, sans emploi, en situation d'illégalité et avec le risque permanent de se faire renvoyer. La situation de mise en danger ou de précarité impacte et angoisse grandement les membres de leur famille en Suisse. Tout le processus d'intégration de la famille en Suisse est mis à mal, faute de pouvoir réunir les membres d'une même famille dans un pays où ils sont toutes et tous en sécurité. »



Projet sous la loupe



Donya dessine sa maman enceinte. Du haut de ses 5 ans, elle a bien saisi les enjeux de la discussion et s'est occupée seule durant trois heures.

D'innombrables obstacles

Zahar se sent perdue face aux nombreuses demandes de preuves ou questions auxquelles elle ne peut répondre précisément. Comment les obtenir, les documenter, les traduire du persan au français ? Et ce n'est pas faute d'utiliser tous les moyens de communication à disposition. Durant la séance, Zahar téléphone, utilise whatsapp, apporte des photocopies de document, une carte mémoire ainsi que des fax. Mais elle doit également pouvoir se projeter - et rassurer les autorités de notre pays - lorsque Maria lui demande : « Si votre sœur et Arshad sont accueillis en Suisse, serez-vous en mesure de les loger et pensez-vous qu'ils trouveront un travail ? »

À cela s'ajoute les différences culturelles, l'obstacle de la traduction et la peur qui nous contraint de ne pas photographier Zahar. « Sur les 39 demandes de visas humanitaires déposées depuis septembre de cette année, aucune n'est en traitement », s'insurge Chloé. « Le SEM attend des Afghanes et des Afghans le dépôt préalable d'une demande de visa D** auprès de l'ambassade suisse alors que l'Afghanistan n'en compte aucune ! Cela revient à leur demander de risquer leur vie pour se rendre dans un pays limitrophe sans aucune certitude que notre ambassade leur accorde un rendez-vous et encore moins qu'ils obtiennent un visa

humanitaire. Ce procédé, indigne de notre pays, pousse ces personnes à fuir dans l'illégalité. Selon nos informations, en 2020 il y a eu plus de 2000 demandes de visa D et seuls 66 visas humanitaires ont été délivrés, essentiellement à des personnes originaires de Syrie. »

Malgré tous ces obstacles et la fatigue après plus de trois heures de discussion, Zahar reste positive et prend rendez-vous pour la semaine prochaine. Il est prévu un téléphone en direct avec sa sœur et son beau-frère. Durant toute la rencontre, Donya*, la fille de cinq ans de Zahar, joue avec des figurines présentes sur une étagère du bureau et fait une dizaine de dessins. Sur l'un d'eux, une femme avec un joli ventre tout rond et un minuscule bébé à l'intérieur. Donya me montre le dessin et désigne sa mère du doigt. La vie continue, le dossier de visa humanitaire prend forme et tous les espoirs sont permis.

* Prénoms d'emprunt

** Visa pour les séjours en Suisse de longue durée (supérieurs à 90 jours), comme par exemple pour un regroupement familial, une prise d'emploi

Texte Daniel Tillmanns
Photos Yves Leresche

Les activités du SAJE

Le SAJE est l'un des cinq bureaux juridiques de l'EPER en Suisse. Il vise à informer, orienter et défendre les personnes requérantes d'asile, admises provisoirement et déboutées dans le canton de Vaud. Le SAJE fait aussi du plaidoyer en se fondant sur son expérience de terrain.

Le projet « permanence Afghanistan » a démarré le 1^{er} septembre 2021 et s'est terminé à fin décembre 2021. Les dossiers ouverts durant cette période seront suivis et défendus en 2022.

« Mes sœurs placent tous leurs espoirs en moi ! »

Mohammad

Mohammad a obtenu le statut de réfugié en Suisse pour lui et sa famille il y a un an. Il est très inquiet pour ses proches vivant à Kaboul, d'autant plus qu'ils sont Hazaras, une ethnie menacée. Sa sœur a été frappée par les talibans à en perdre connaissance alors qu'elle tentait de fuir le pays et sa nièce a eu une attaque cérébrale à la suite de ces violences. Les frais d'hospitalisation étant trop coûteux, la jeune-fille a dû rentrer à la maison sans être opérée. Mohammad désespère de ne pas avoir d'argent à lui envoyer pour financer l'opération et les 18 médicaments quotidiens qu'elle devrait prendre pour se soigner. « Avec un visa humanitaire, elles pourraient être en sécurité. Je sais que ce n'est pas gagné mais j'essaie ! »



Mohammad est très inquiet pour sa sœur et sa nièce.

« On demande aux gens d'accepter l'inacceptable. »



Josette

Josette Pellet, retraitée qui a travaillé plus de 20 ans dans le domaine psychosocial, est bénévole pour le SAJE. Quand elle a entendu parler des violences en Afghanistan, elle n'a pas hésité une seconde à offrir ses services. Ainsi, chaque semaine, elle prend tout son temps pour écouter les récits de personnes afghanes résidant en Suisse qui cherchent à venir en aide à leurs proches. Suivant un protocole très précis, elle aide à la constitution de dossiers en s'assurant que des papiers, des photos ou toute autre preuve viennent étayer les demandes. « Je ne sors jamais indemne de ces rendez-vous, même si j'essaie de garder de la distance. Mais je suis contente de pouvoir les aider, d'être solidaire et de leur donner de l'espoir même si je sais que la Suisse n'octroie qu'un minimum de visas humanitaires. »

Josette, bénévole, garde le sourire malgré les récits tragiques qui lui sont rapportés.



Penser autrement pour plus de



justice climatique

JUSTICE CLIMATIQUE Avec la campagne œcuménique 2022, l'EPER et Action de Carême se mobilisent pour que le réchauffement planétaire ne dépasse pas 1,5 °C et font de la justice climatique une priorité dans leur travail de coopération au développement.

Texte Stefan Salzmann et Yvan Maillard Photos Pimienta Cortes

Le réchauffement climatique continue de progresser. Depuis le début de l'industrialisation vers 1850, la Terre s'est déjà réchauffée de plus de 1,1 °C. Nous avons pu en mesurer pleinement les conséquences l'année dernière : l'été a été marqué par la grêle et les pluies à répétition en Suisse, les records de chaleur au Canada ou encore les incendies en Grèce.

Dans les pays du Sud – que ce soit en Indonésie, au Sénégal ou au Honduras –, les individus et les organisations partenaires avec lesquels travaillent l'EPER et Action de Carême rapportent depuis des années déjà les répercussions dramatiques du réchauffement climatique sur leur quotidien. L'élévation du niveau de la mer érode de vastes zones littorales, entraîne la salinisation des sols et détruit les habitations. Les fortes pluies ou les sécheresses persistantes dévastent les récoltes et privent les populations de leurs moyens de subsistance. Les phénomènes météorologiques extrêmes se multiplient et les précipitations deviennent imprévisibles.

Chaque dixième de degré compte

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat confirme le rôle du réchauffement planétaire dans ces événements climatiques extrêmes et explique que chaque dixième de degré supplémentaire augmentera encore leur fréquence et leur intensité. Chaque dixième de degré en plus fait donc une différence – en particulier pour les individus les plus pauvres et les plus vulnérables de ce monde. Ce sont eux qui subissent le plus les conséquences du réchauffement climatique bien qu'ils ne soient pas responsables de ce phénomène.

Les personnes qui vivent dans la pauvreté ne consomment en effet que peu de ressources. L'empreinte environnementale des familles paysannes qui exploitent leurs terres de manière agroécologique est également négligeable. Ce sont les 10 % les plus riches de la planète qui génèrent environ 50 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. En tant qu'organisations de développement, l'EPER et Action de Carême placent la dimension géographique et sociale de la justice climatique au cœur de leur action et appellent les responsables de la crise climatique à agir davantage que les autres pour la protection de l'environnement.

La volonté et le chemin

Avec l'Accord de Paris sur le climat, 195 pays se sont engagés en 2015 à prendre des mesures pour contenir le réchauffement climatique en dessous de 2 °C et, si possible, ne pas dépasser 1,5 °C. Mais est-ce encore réaliste ?

En octobre 2021, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a vérifié si les objectifs climatiques des différents pays pris séparément étaient suffisants pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Le rapport met en



évidence un écart considérable : les objectifs visés actuellement par les pays avec des plans concrets de mise en œuvre conduiraient à un réchauffement climatique de 2,7 °C. De nouvelles promesses ont été faites à la conférence de Glasgow sur le climat, ce qui est réjouissant. Néanmoins, les plans de leur mise en œuvre sont encore attendus. Nous avons la volonté – il nous faut maintenant trouver la voie à suivre.

Vers de nouvelles sources d'énergie

La principale cause des émissions de gaz à effet de serre sont les combustibles fossiles utilisés pour les transports, la production industrielle de biens de consommation ou encore le chauffage et la production d'eau chaude. Les énergies fossiles telles que le charbon, le pétrole et le gaz naturel sont responsables d'environ 75 % des émissions mondiales. S'intéresser à la question de la production d'énergie nécessite donc de se pencher sur les sources d'énergie que nous choisissons d'utiliser et sur notre manière de consommer, de voyager et de nous chauffer.

Si nous voulons nous attaquer aux causes du réchauffement climatique, nous devons passer aux énergies renouvelables. Les énergies solaire, éolienne et hydraulique ont le



Les femmes du village de Touly au Sénégal construisent des murs de pierre pour lutter contre l'ensablement et protéger la terre fertile. Jusqu'à il y a trente ans, les pluies étaient suffisantes. Puis les périodes de sécheresse se sont faites de plus en plus fréquentes.

potentiel de couvrir les besoins mondiaux en énergie. Aujourd'hui déjà, le coût du cycle de vie d'un système de chauffage à énergie renouvelable est moins élevé que celui d'un système de chauffage à énergie fossile.

Mais l'idée d'une transition vers les énergies renouvelables doit aller de pair avec une baisse de notre consommation d'énergie. Nous risquons sinon de créer de nouvelles formes d'injustice, car la production d'énergies renouvelables peut également être source de problèmes pour les communautés locales des pays pauvres.

Au Brésil par exemple, l'aménagement de barrages pour les centrales hydroélectriques mène à l'expulsion de groupes indigènes. Au Honduras, la construction de grandes centrales photovoltaïques crée des conflits fonciers avec les familles paysannes. L'extraction de métaux pour les batteries des voitures électriques peut aussi conduire à des violations des droits humains et à des dégâts environnementaux.

Et la Suisse ?

En Suisse aussi, nous devons sortir des énergies fossiles le plus rapidement possible. Le Parlement a la possibilité de poser les bases de cette sortie dans les négociations sur le contre-

projet indirect à l'initiative pour les glaciers. L'EPER et Action de Carême sont d'accord sur le fait que l'objectif du Conseil fédéral « zéro émission nette » d'ici 2050 ne suffit pas pour établir une justice climatique. En outre, d'autres mesures sont nécessaires que celles visant uniquement à réduire les gaz à effet de serre : pour garantir la justice climatique, la Suisse doit soutenir les personnes dans la pauvreté avec davantage de moyens financiers – qui serviront à mettre en place des mesures d'adaptation aux changements climatiques mais aussi à couvrir les pertes et dégâts déjà survenus en raison du réchauffement planétaire. C'est ce pour quoi s'engagent l'EPER et Action de Carême durant la campagne œcuménique.

La campagne se déroulera du 2 mars au 17 avril 2022. Vous trouverez davantage d'informations sur les revendications politiques de l'EPER et d'Action de Carême à la page 20.

Site de la campagne :

↳ voir-et-agir.ch

« Nous n'avons qu'une planète »

Il faut arrêter de parler et passer à l'action ! Telle est la maxime d'Annemarie et Jakob Huber-Wüthrich. Ce couple a cofondé à Berne le groupe Klimagrosseltern (Grands-parents pour le climat), qui leur a été inspiré par le mouvement des jeunes pour le climat.

Texte Colette Kalt Photo Susanne Goldschmid

Leur intérêt pour les questions sociales et leur engagement pour la protection de l'environnement ne sont pas nouveaux. C'est ainsi qu'Annemarie et Jakob Huber-Wüthrich se présentent d'emblée. Ils ont tous deux consacré leur vie professionnelle au travail social jusqu'à la retraite. Tout de suite après leur formation, ils ont voyagé en Amérique du Sud chacun de leur côté, s'y sont recroisés par hasard et ont développé ensemble, en collaboration avec une œuvre d'entraide suisse, un projet en faveur des enfants des rues et de leurs parents dans les bidonvilles de Quito, la capitale de l'Équateur. De retour à Berne, ils ont fondé une famille. Depuis, Annemarie et Jakob Huber-Wüthrich sont trois fois grands-parents. L'engagement de leurs petits-enfants les a poussés à cofonder un groupe de Klimagrosseltern à Berne. Le prix Nobel de chimie Jacques Dubochet avait créé le premier groupe de Grands-parents pour le climat à Lausanne en 2014, aux côtés d'autres grands-parents. Aujourd'hui, on en trouve dans toute la Suisse. Le mouvement citoyen aspire à une amélioration des conditions de vie sur terre et à un changement en profondeur de nos modes de consommation.

Manifester, écrire, sensibiliser

« Greta Thunberg et le mouvement qu'elle a déclenché nous ont fascinés dès le départ. Et quand nos petits-enfants sont allés manifester, nous les avons suivis. Cela nous a rapprochés des jeunes qui se mobilisaient pour le climat et c'est ainsi qu'est née l'idée de créer un groupe », explique Annemarie Huber-Wüthrich pour résumer les débuts des « Klimagrosseltern » de Berne. « Notre première action a été d'écrire une lettre ouverte de révolte, adressée au ministère public et à la presse, après la dénonciation à la police de 180 jeunes qui, en mars 2021, avaient organisé un sit-in sur la Place fédérale dans le cadre d'une action nationale visant à exiger l'objectif « zéro émission nette » à l'horizon 2030. La sanction était complètement disproportionnée, car tout le monde avait respecté les mesures en lien avec le coronavirus durant le sit-in. » Finalement, les poursuites ont été suspendues, à la plus grande joie du couple. Jakob Huber-Wüthrich ajoute : « Le coronavirus a totalement



freiné les activités des Klimagrosseltern de Berne. Le confinement est tombé directement après la fondation du groupe en février 2020. » Mais les choses ont repris, et plusieurs événements sont prévus, notamment en faveur d'une place financière suisse respectueuse de l'environnement (début le 24 mars). Les membres du groupe aimeraient aussi créer un « café climatique » pour les jeunes et les moins jeunes afin de pouvoir atteindre le plus de monde possible et de réunir les gens. Ils envisagent également de frapper à la porte de l'EPER et d'Action de Carême pour une coopération.

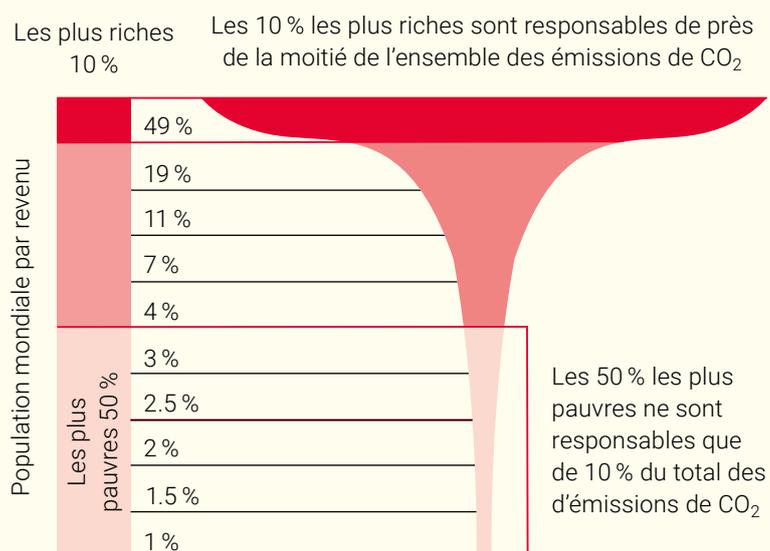
Et comment le couple réduit-il sa propre empreinte carbone ? Tous deux prennent une respiration et commencent à énumérer : « Nous nous déplaçons en vélo, nous n'avons pas de voiture. » Jakob Huber-Wüthrich poursuit : « Nous sommes flexitariens et prenons uniquement le train pour voyager à l'étranger. » Avant d'admettre : « Notre appartement est quand même encore trop grand. » Sa femme reprend : « Je ne m'achète plus de vêtements du tout. Mon armoire est pleine. Je les porte jusqu'à ce qu'ils soient usés ou je les donne. Pendant trop longtemps, je n'ai pas pris conscience de toutes les émissions de CO₂ générées par la production, la surproduction et le fait de jeter. » Annemarie et Jakob Huber-Wüthrich comprennent que l'on puisse parfois avoir envie de s'offrir des choses inutiles. Mais ils soulignent que nous n'avons qu'une planète et qu'il serait grand temps d'y faire attention, pour le bien de tout le monde.

↳ gpclimat.ch

Faits et chiffres

Quand les riches nuisent au climat

Entre 1990 et 2015, les 10 % les plus riches de la planète ont été à l'origine d'environ 50 % des émissions de CO₂ cumulées. À l'inverse, les 50 % les plus pauvres étaient responsables d'à peine 10 % de ces émissions. La responsabilité de la frange la plus riche (1 %) est donc immense : ces quelque 63 millions de personnes ont émis, à elles seules, 15 % des émissions cumulées, soit bien plus que la part émise par la moitié la plus pauvre de l'humanité.



Que puis-je faire ?



Remplacer les bains par des douches : une douche chaude consomme trois fois moins d'énergie qu'un bain chaud.



Baisser le chauffage : baisser d'un degré la température de son logement permet d'économiser environ 6 % d'énergie, soit 240 kilogrammes de CO₂ par an.



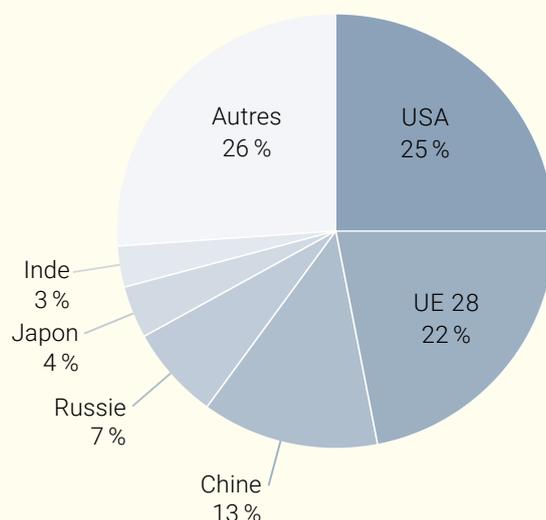
Prendre moins l'avion : chaque passagère ou passager d'un vol aller-retour Zurich-Ibiza est responsable d'environ 340 kilogrammes d'émission de CO₂ dans l'atmosphère, soit un tiers du budget CO₂ annuel d'une personne.



Manger moins de viande : il faut environ 30 litres de pétrole pour produire un kilogramme de viande. Un repas végétarien est trois fois moins nocif pour le climat.

La Suisse largement au-dessus de la moyenne

Depuis le début de l'ère industrielle, les États-Unis et les pays de l'Union européenne ont été à l'origine de près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre. En Suisse, chaque habitant-e est responsable de l'émission de 14 tonnes d'équivalent CO₂ par année, soit plus du double de la moyenne mondiale. Un tiers de ces émissions est généré par la consommation des ménages.



De l'électricité propre produite dans la forêt tropicale

Les habitant·e·s du village de Silit, sur l'île indonésienne de Kalimantan, protègent doublement l'environnement. Grâce à une petite centrale hydroélectrique, ils produisent de l'énergie renouvelable. Par ailleurs, ils luttent contre l'expansion des plantations de palmiers à huile – et ce avec succès.

Texte et photos | Lorenz Kummer

Le chemin vers le paradis peut être ardu. Il faut d'abord faire une heure de moto sur des pistes boueuses – opération non sans danger – avant de continuer à pied le long de la rivière, jusqu'à ce qu'enfin la forêt s'éclaircisse : l'eau cristalline se jette alors en cascade dans un bassin qui semble fait pour s'y baigner. Tout autour, les arbres se serrent les uns contre les autres, fiers géants de la forêt vierge dont les entrelacs de verts montent vers le ciel. Une forêt tropicale dans toute sa splendeur.

Cet endroit idyllique se trouve sur les terres de Silit, un village situé au plus profond de la jungle dans la province du Kalimantan occidental, sur la partie indonésienne de l'île de Bornéo. Les gens qui vivent ici sont les Dayaks, peuple indigène de la région. La terre et la forêt sont le fondement de leur culture, une mère qui leur permet de survivre. Mais celle-ci est en danger : avec les changements climatiques, les précipitations sont de moins en moins régulières, et les pluies parfois torrentielles ravagent les terres fertiles.

Entretien régulier

Les 300 personnes qui vivent à Silit ont donc pris des mesures. Avec le soutien de Walhi, une organisation partenaire de l'EPER, elles ont commencé à entretenir régulièrement la forêt et à reboiser les surfaces défrichées. « Les femmes en profitent également », déclare Emiliana, l'animatrice du groupe de femmes du village. « Quand la forêt est intacte, nous pouvons récolter plus de baies et de légumes sauvages. Et les champs sur les versants des collines, que nous utilisons pour la riziculture non aquatique, ne sont plus emportés par les eaux. »





Un paradis au cœur de la forêt tropicale : sur le territoire de la commune de Silit, une rivière à l'eau cristalline se jette en cascade dans un grand bassin.

À l'occasion de la remise de la carte à l'importance cruciale pour la protection de la forêt, les femmes de Silit ont revêtu leurs habits de fête.



Indonésie

L'Indonésie est le quatrième pays le plus peuplé du monde, derrière la Chine, l'Inde et les États-Unis.



Population :

270 mio

L'association indonésienne Wahli est le plus grand et le plus ancien réseau de défense des droits humains et de protection de l'environnement du pays.

L'entretien de la forêt a un autre effet : « En plantant des arbres, nous protégeons les sources de la rivière », explique Korintus Angger, un jeune homme de 15 ans. « Et nous veillons ainsi à ce que notre source d'énergie, la rivière justement, ne se tarisse jamais. » En effet, il y a quelques années, les villageois-e-s ont construit une petite centrale hydroélectrique sur la rivière et ont ainsi remplacé les générateurs diesel, très bruyants. L'énergie propre et renouvelable qu'ils produisent depuis suffit amplement pour tout le village.

Le GPS comme arme de résistance

« De cette manière, Silit apporte une petite contribution à la lutte contre le réchauffement climatique, lequel menace aussi le village », commente Nicodemus Ale. En tant que directeur de Walhi Kalimantan occidental, il accompagne les villageois-e-s sur cette voie. Ce soutien inclut une autre composante : le combat contre l'expansion des plantations de palmiers à huile, qui détruisent la forêt tropicale du Kalimantan telle une gangrène. À proximité du village notamment, de grandes superficies de forêt ont été défrichées et transformées en monocultures qui nuisent à l'environnement.

Les habitant-e-s de Silit ont donc organisé leur résistance. En petits groupes, ils ont marché à travers la jungle, sur des chemins étroits ou directement dans les sous-bois. L'objectif était de relever les coordonnées GPS là où se trouvaient un arbre singulier, une bifurcation, un ruisseau ou une rivière. De retour au village, ils ont fourni leurs données aux spécialistes de Walhi. Ces derniers les ont saisies sur ordinateur afin de créer un outil particulièrement utile dans la lutte contre l'expansion des plantations : des cartes géographiques.

« La persévérance est gage de succès »

Sur la carte de Silit figurent les limites du village, qui occupe une surface de 40 kilomètres carrés, près de deux fois la taille de la ville de Bâle. Cette surface est recouverte à 70 % d'une



Nicodemus Ale, le directeur de Walhi Kalimantan occidental, sera l'hôte de l'EPER en Suisse alémanique dans le cadre de la campagne œcuménique.

En Romandie, l'hôte de campagne sera Cherif Cissé du Sénégal. Il sera présent du 19 mars au 4 avril 2022.

Plus d'informations sur :

↳ voir-et-agir.ch/hote



forêt tropicale intacte que les habitant-e-s de Silit veulent absolument préserver, car la forêt vierge est un excellent puits de carbone et joue un rôle clé dans la stabilisation du climat. Ils ont ainsi demandé que leurs terres soient classées parmi les terres indigènes traditionnelles et qu'elles bénéficient de la protection juridique correspondante.

Dans un premier temps, ils n'ont pas obtenu gain de cause. Mais ils n'ont pas abandonné et ont invité des fonctionnaires à un rendez-vous sur place. Avec le soutien de Walhi, les villageois-e-s ont convaincu les membres du gouvernement régional que la population protégeait bien la forêt et qu'elle était capable de l'exploiter de manière durable. Les terres ont alors été reconnues comme terres traditionnelles et après une rencontre avec le ministère de la sylviculture à Jakarta, le gouvernement central a lui aussi approuvé cette décision.

Silit a ainsi été la première commune de tout le district à pouvoir préserver sa forêt avec des titres fonciers traditionnels et, par là même, à pouvoir la protéger de l'expansion des plantations de palmiers à huile. En outre, l'office du tourisme a reconnu les attraits écologiques et culturels de ce site géré par la communauté. D'après le directeur de Walhi, Nicodemus Ale, la gestion du cas de Silit est typique de la manière de travailler de son organisation. « Nous associons les thématiques sociales aux thématiques environnementales et exploitons au mieux notre marge de manœuvre sur le plan juridique. Et nous avons appris que la persévérance est gage de succès. »

Des villageois examinent la carte qu'ils ont établie avec l'aide de Walhi afin de protéger leur forêt.



Des matières premières équitables pour la transition énergétique

Le passage aux énergies propres est impératif pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux. Cela implique toutefois de nouveaux risques pour l'environnement et les populations locales. Les besoins en matières premières pour les batteries de véhicules électriques l'illustrent bien.

Texte Karin Mader Illustration iStock



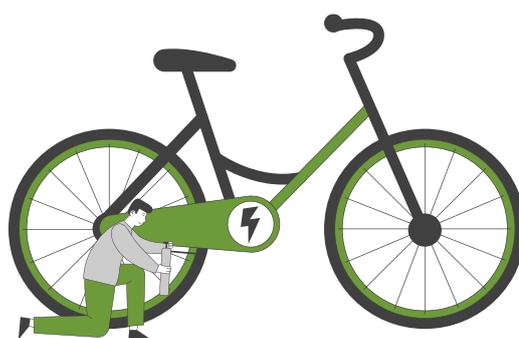
Nous devons tout faire pour stopper le réchauffement climatique, explique Grizelda Mayo-Anda, mais il serait injuste que les populations des pays en développement doivent supporter la charge la plus lourde. » Dans une vidéo récente (cf. lien ci-dessous) d'Electronics Watch, une organisation partenaire de l'EPER, l'avocate philippine spécialisée en droit de l'environnement détaille les conséquences de l'expansion des mines de nickel sur l'île paradisiaque de Palawan, recouverte aujourd'hui encore à 50 % par une forêt tropicale primaire. Le nickel est une matière première essentielle pour les batteries des véhicules électriques. Avec l'essor de l'électromobilité au cours des prochaines années, la demande va fortement augmenter.

L'écosystème local de Palawan est fragile. Le fait d'abattre les arbres et de retirer les minces couches d'humus qui recouvrent le terrain vallonné de l'île entraîne l'érosion du sol, en particulier lorsque frappent les typhons de plus en plus fréquents ainsi que pendant la saison des pluies. En outre, les boues toxiques provenant des mines de nickel polluent les eaux et nuisent à la santé de la population locale – de nombreux enfants souffrent de problèmes de peau. « Il existe certes des lois visant à protéger l'eau et la forêt, commente Grizelda Mayo-Anda, mais elles ne sont pas respectées. »

Expulsions de force

Les peuples indigènes, qui ont toujours vécu en harmonie avec la nature, sont tout particulièrement concernés. Une autre vidéo* montre comment les communautés locales de l'île philippine de Mindanao ont été expulsées de force de leurs terres afin de laisser la place à une nouvelle mine. Qu'elles se retrouvent dans des tentes de fortune ou dans les habitats en béton construits par la compagnie minière, ces communautés n'ont plus leurs moyens de subsistance. Elles manquent aussi cruellement d'argent : sans terres et sans accès à la forêt, elles ne sont plus en mesure de subvenir à leurs besoins.

« Les indemnités promises n'ont pas été versées durant des années », se lamente un jeune habitant du village,



Nico Delamante, dans la vidéo. Il touche à peine assez d'argent pour survivre et aimerait pouvoir revenir en arrière : « Si nous avions su quelles conséquences allait avoir ce projet minier, nous n'aurions jamais accepté. » Les indigènes qui s'expriment sur cette situation prennent toutefois de gros risques. Nico Delamante a été tué par des inconnus – le jour où il s'apprêtait à témoigner sur les souffrances subies par sa communauté devant la Commission nationale des peuples indigènes.

Voir et agir

L'EPER s'engage pour que les risques et les dommages inhérents aux besoins en matières premières de la transition énergétique ne soient pas occultés. Pour cela, nous soutenons des partenaires du Sud comme Electronics Watch et exigeons en même temps des mesures chez nous, en Suisse, par exemple dans le domaine de la mobilité électrique. Ainsi, il est important que les fabricants de véhicules électriques et de batteries exercent leur devoir de diligence tout au long de la chaîne d'approvisionnement - en particulier aussi lors de l'extraction des matières premières.

- eper.ch/video-palawan
- eper.ch/video-mindanao

Etude sur les batteries :

- eper.ch/batteries

Zéro émission nette à l'horizon 2040

Un contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers est en cours d'examen au Parlement. L'occasion doit être saisie pour remettre la Suisse sur la voie de la protection du climat après le refus de la loi sur le CO₂.

Texte Stefan Salzmann & Yvan Maillard

A l'automne 2021, les Commissions de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE) du Conseil national et du Conseil des États ont décidé d'élaborer un contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers d'ici la session de l'été 2022. Elles entendent ainsi intégrer à la loi l'objectif « Zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2050 ». L'EPER et Action de Carême demandent un contre-projet ambitieux avec des mesures de protection du climat efficaces et pertinentes au vu des dernières données scientifiques.

Objectif zéro émission nette d'ici 2040

Le Conseil fédéral décrit l'objectif climatique de la Suisse « Zéro émission nette d'ici 2050 » comme une contribution à la justice climatique et aux efforts destinés à atteindre l'objectif 1,5 °C de l'Accord de Paris sur le climat. Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dit pourtant bien autre chose : tous les pays doivent arriver à zéro émission nette avant 2050 !

Le Parlement doit profiter du débat sur l'initiative pour les glaciers pour prendre en compte ces nouveaux résultats scientifiques. Si la Suisse veut, comme elle s'y est engagée au niveau international, contribuer équitablement à l'objectif de 1,5 °C, il lui faut poursuivre l'objectif climatique zéro émission nette d'ici 2040, en réduisant ses émissions de manière linéaire et en sortant des énergies fossiles telles que le pétrole et le gaz naturel.

Le Parlement ne doit pas avoir peur d'une nouvelle défaite dans les urnes. La majorité de la population souhaite un projet

de protection du climat ambitieux. La loi révisée sur le CO₂ n'a été rejetée que de peu lors de la votation populaire du mois de juin.

Soutenir les populations des pays du Sud

La Suisse, qui est l'un des pays les plus riches du monde, a émis beaucoup de gaz à effet de serre au fil du temps. Il serait donc juste qu'en plus de réduire ses propres émissions, elle vienne en aide à d'autres pays. L'EPER et Action de Carême demandent qu'elle apporte un plus grand soutien financier aux régions et aux individus les plus pauvres, qui sont aussi les plus touchés par les conséquences du réchauffement climatique. Ces moyens financiers doivent venir s'ajouter au crédit pour la coopération au développement et correspondre à la capacité économique de la Suisse.



Assumer notre responsabilité ensemble

En septembre 2021, des éthiciennes et des éthiciens sociaux de dix institutions ecclésiastiques ont réfléchi à un partage juste du budget carbone restant. Sur la base de modèles scientifiques, ils ont déterminé quelle part des gigatonnes de CO₂ encore à disposition au niveau mondial revenait à la Suisse dans une perspective de justice climatique. Les éthiciennes et éthiciens sociaux ont fait ce que la science du climat ne peut pas faire : ils ont pondéré et interprété les modèles de calculs d'un point de vue moral. Il en a résulté que le volume de CO₂ pouvant encore être émis conformément au principe de justice climatique serait épuisé en mars 2022 et qu'à partir de là, nous allons vivre et consommer aux dépens des autres. Voilà qui prouve à nouveau que la stratégie du Conseil fédéral visant à atteindre zéro émission nette d'ici 2050 ne va pas dans le sens d'une justice climatique mondiale. En mars, dans le cadre de la campagne œcuménique, l'EPER et Action de Carême attireront l'attention du Parlement et du grand public sur cette incohérence et appelleront – avec le slogan « Justice climatique, maintenant ! » – à ce qu'ensemble, nous assumions notre responsabilité.

Plus d'informations sur :

➤ voir-et-agir.ch

TABLE RONDE

Hôte de campagne

Ingénieur des eaux et forêts et spécialiste en environnement et gestion durable des ressources naturelles, Cherif Cissé sera notre hôte sénégalais du 19 mars au 4 avril 2022. Vous pourrez entendre son témoignage lors de la table ronde « Bonheur et sobriété », le 31 mars à Morges. Plus d'informations sur :

↳ voir-et-agir.ch/events

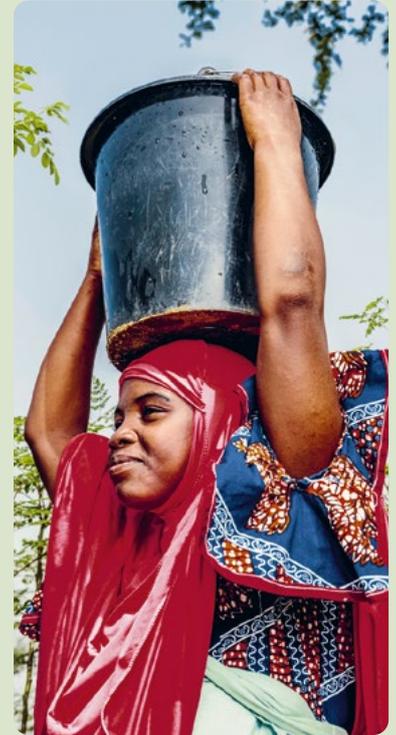
À VOS AGENDAS

Journée mondiale de l'eau

La Journée mondiale de l'eau, le 22 mars, nous rappelle chaque année que l'eau propre est un bien précieux et qu'elle ne va pas de soi dans de nombreuses régions du monde. L'EPER est co-organisatrice d'une semaine de l'eau à l'église Wasserkirche de Zurich. Le coup d'envoi sera donné le 18 mars par Pedro Arrojo-Agudo, rapporteur spécial de l'ONU sur le droit humain à l'eau potable et à l'assainissement.

Toutes les manifestations de la Semaine mondiale de l'eau du 18 au 27 mars sous :

↳ eper.ch/journee-mondiale-de-leau



CAMPAGNE ŒCUMÉNIQUE

Action « Journée des roses »

Samedi 26 mars 2022 aura lieu, un peu partout en Suisse, notre vente annuelle de roses équitables. Pour CHF 5, vous pourrez acheter une rose. Les sommes récoltées par les bénévoles seront utilisées dans nos projets. Chaque rose vendue est source de bonheur pour quatre raisons :

1. L'argent récolté soutient les bénéficiaires de nos projets dans leurs revendications pour leur droit à l'alimentation et à une vie dans la dignité.
2. Les roses vendues sont issues du commerce équitable.
3. Chaque rose apporte un peu de joie à la personne qui la reçoit.
4. Pour chaque rose achetée, un bon pour une rose virtuelle est offert. Cette dernière peut être envoyée, accompagnée d'un message, depuis notre page.

↳ give-a-rose.ch

DONS

Nouveau bulletin de versement

La nouvelle facture QR remplacera bientôt les bulletins de versement rouges et orange. Ces derniers ne seront acceptés par la poste que jusqu'à fin septembre 2022. Vous trouverez dans cette édition la nouvelle facture QR. Elle fonctionne comme les bulletins de versement habituels, mais permet de faciliter les paiements. En effet, vous n'aurez plus besoin de saisir le numéro de compte (qui sera désormais un IBAN) ou la référence. Il vous suffira de scanner le code QR depuis votre application de mobile banking ou d'e-banking et d'entrer le montant de votre don.

Pour une explication détaillée du fonctionnement de la facture QR, vous pouvez consulter notre site:

↳ eper.ch/qr-code



ou scanner le code QR ci-dessus.

Vous avez des questions ? N'hésitez pas à nous contacter. Un grand merci pour votre soutien.

Aide aux victimes de catastrophes

Devenez marraine ou parrain et soutenez les personnes qui ont tout perdu du jour au lendemain.



Face à des conflits armés ou à une catastrophe naturelle, les personnes touchées se retrouvent dans une grande misère. L'EPER leur apporte des logements d'urgence et des biens essentiels tels que de la vaisselle, des couvertures ou des articles d'hygiène.

Après une catastrophe, la priorité est de garantir la survie des personnes. Il faut ensuite reconstruire les maisons et les infrastructures détruites. L'EPER fournit en outre aux personnes touchées des semences et des outils agricoles, afin qu'elles puissent gagner de nouveau leur vie. Enfin, l'EPER prend des mesures pour prévenir les catastrophes futures.

Colis alimentaires et articles d'hygiène

Dans un Venezuela en crise, l'EPER fournit des colis d'aide d'urgence aux personnes particulièrement vulnérables, notamment aux personnes handicapées et aux mères célibataires. Ces colis contiennent des articles d'hygiène et des denrées alimentaires telles que de la farine, du riz, des pâtes ou des haricots.

Parrainage pour une bonne cause

Votre parrainage est le gage d'une aide durable et sûre. Pour CHF 1 par jour seulement, vous offrez un soutien continu, pendant au moins un an, à une cause qui vous tient à cœur. Vous trouverez davantage d'informations sur les différents parrainages de l'EPER sur notre site internet.